

Compte rendu de réunion Comité national de consultation patronale-syndicale de l'AFPC Agence canadienne d'inspection des aliments

28 janvier 2010
Pièce T3-1-370
1400, chemin Merivale
De 9 h à 12 h

Présents

ACIA

Mme Carole Swan
D^r Brian Evans
M. Omer Boudreau
M. Cameron Prince
M. George Shaw
M. Stephen Baker
Mme Sandra Wing
D^{re} Martine Dubuc
M. Peter Everson
Mme Veronica McGuire
Mme Ginette Workman
Mme Lynn Burge
Mme Candice Mouchet

AFPC

M. Bob Kingston
Mme Debbie Forsythe
M. Denis Sicard
M. Howard Willems
M. Fabian Murphy

La réunion est présidée par M. Bob Kingston, président national, Syndicat de l'agriculture, AFPC.

Mot d'ouverture

Mme Swan souhaite la bienvenue à tous les participants. Elle souligne que l'organisation des réunions du CNCPS s'est améliorée, de même que le temps qu'il faut pour terminer le compte rendu de réunion.

M. Kingston mentionne que ses collègues et lui attendaient la rencontre avec intérêt et qu'ils se réjouissent de la tenue plus régulière de ces réunions. En outre, les dirigeants du Syndicat de l'agriculture ont rencontré l'équipe de gestion des ressources humaines (EGRH) et les cadres de la Direction générale des opérations, et ils ont trouvé ces rencontres fort productives.

M. Boudreau indique que, lors de la réunion de la veille entre les membres de l'EGRH et les dirigeants syndicaux, ceux-ci ont convenu de communiquer aux équipes syndicale et de gestion les principaux enjeux découlant de la réunion, et ce, avant d'établir la version finale du compte rendu.

1. Suivi du compte rendu de la dernière réunion

Planification de la relève – Direction générale des opérations

La Direction générale des opérations est en train d'examiner ses programmes de planification de la relève, mis en œuvre actuellement dans chaque centre opérationnel. Ces programmes ont évolué séparément (selon le centre opérationnel) et le temps est venu d'exécuter un programme national de la Direction générale qui tire parti des pratiques exemplaires actuelles. On prévoit établir un nouveau cadre au cours de l'exercice 2010-2011 puis tester cette nouvelle approche dans plusieurs centres opérationnels. M. Prince certifie que le processus de sélection des participants à ces programmes sera ouvert et transparent.

Suivi : La Direction générale des opérations mettra en place un outil de planification de la relève d'ici avril 2010.

Comptes rendus des réunions

M. Boudreau rappelle que toutes les parties doivent faire preuve de diligence quant au respect des dates limites établies pour soumettre des commentaires sur l'ébauche des comptes rendus.

Sondage auprès des fonctionnaires

M. Baker fait le point sur les mesures prises à ce jour à la suite des résultats du Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux. L'ACIA a mis sur pied un groupe de travail patronal-syndical chargé d'établir un plan d'action assorti de résultats attendus concrets et portant sur trois grands thèmes : apprentissage, respect et engagement. Le groupe de travail a dégagé quelques conclusions à propos des mesures concrètes qui pourraient être adoptées.

M. Boudreau souligne que l'ACIA s'apprête à lancer un programme sur la prévention du harcèlement, élaboré par le syndicat et la direction. M. Murphy fait observer qu'il semble y avoir des similitudes entre les activités de prévention du harcèlement et celles du programme de prévention de la violence. Par ailleurs, il encourage l'ACIA à contacter le Comité national de la santé et de la sécurité au travail. L'ACIA s'engage à revoir le règlement XX, Prévention de la violence en milieu de travail, pour s'assurer qu'il est conforme.

M. Baker mentionne également que l'ACIA s'est dotée d'une stratégie d'information pour améliorer la participation des employés. Lorsque des cadres supérieurs voyageront au Canada, ils prendront le temps de s'entretenir avec les employés afin de favoriser la communication et l'engagement à l'échelon

local. De plus, on s'affaire présentement à développer la collectivité de gestion à l'échelle de l'organisation.

Mme McGuire signale qu'un certain nombre d'activités sont prévues, notamment une nouvelle initiative appelée « Café-causerie avec Carole et Brian ». Il s'agira d'une activité informelle tenue tous les mois pendant laquelle les employés auront la possibilité de nouer le dialogue avec la présidente et le premier vice-président.

MM. Kingston et Sicard rappellent qu'il est essentiel que la communication des décisions soit claire, et ils citent en exemple le Code de conduite et la politique sur l'acceptation des cadeaux qui doivent être mieux communiqués aux gestionnaires et aux employés. Mme Swan reconnaît que le dialogue entre les gestionnaires et les employés est important.

Suivi : L'ACIA et l'AFPC travailleront ensemble afin que la formation sur la prévention du harcèlement traite aussi de la prévention de la violence.

Groupe de travail sur le recours en dotation

M. Boudreau mentionne que plusieurs réunions ont eu lieu à ce jour et que la prochaine réunion du groupe de travail se tiendra le 8 février 2010. Le syndicat et la direction savent tous deux que les questions restantes sont les plus fondamentales et qu'il ne sera peut-être pas possible de s'entendre sur tous les points. Cependant, on pourrait s'entendre sur 80 % des points soulevés et mettre en œuvre par la suite une meilleure politique sur le recours en dotation.

Classification

Se reporter au point 6 ci-après.

Employés nommés pour une période déterminée

M. Boudreau souligne que la question des employés nommés pour une période déterminée a été étudiée la veille, à la réunion entre le syndicat et l'EGRH. La direction a accepté de rétablir le processus d'examen des employés nommés pour une période déterminée. L'ACIA se donne jusqu'à la fin du mois de mars pour terminer les analyses et les plans touchant ces employés et les présenter au syndicat. M. Kingston relève certains cas où des employés nommés pour une période déterminée ont travaillé à l'ACIA de façon permanente pendant plus de 10 ans.

Suivi : La direction examinera le cas des employés nommés pour une période déterminée qui ont travaillé plus de 3 ans et fera part de ses résultats au syndicat.

Comité sur la réforme de l'inspection des viandes

On s'entend pour élargir le mandat du comité et lui donner le nom de « comité sur la réforme de l'inspection des aliments », s'assurer que son mandat est à jour, veiller à ce que des réunions ordinaires aient lieu deux fois par année et que des gestionnaires compétents, dotés d'un pouvoir décisionnel, fassent partie du comité.

Suivi : La Direction générale des politiques et des programmes s'assurera que le Comité sur la réforme de l'inspection des viandes devienne le Comité sur la réforme de l'inspection des aliments, que son mandat est mis à jour, que les membres du comité se réunissent deux fois par année et que des gestionnaires en fassent partie. Responsable : Karen McIntyre.

2. SVC et ressources aux employés

M. Prince constate que l'on a déjà fait beaucoup de travail quant à l'évaluation du Système de vérification de la conformité (SVC) à l'échelle locale. En effet, les visites débuteront en février et devraient se terminer en mars. M. Prince reconnaît que certaines difficultés ont été rencontrées. Compte tenu que la Direction générale de la vérification, de l'évaluation et de la surveillance du risque (VESR) devait procéder à la vérification du SVC, on avait pensé que la Direction générale des opérations aurait pu tirer parti du processus pour compléter l'examen du SVC. On doit rencontrer le syndicat pour clarifier les nouveaux paramètres.

Les activités d'évaluation du syndicat et de la Direction générale des opérations seront menées par Vance McEachern et Karen McIntyre, qui rencontreront les inspecteurs au niveau local dans cinq villes différentes. Les vice-présidents régionaux de l'AFPC participeront aux rencontres. Un rapport (distinct du rapport de vérification) sera établi et le syndicat aura la possibilité de l'examiner et de le commenter.

M. Kingston fait observer que la proposition relative à l'évaluation n'est pas ce que le syndicat avait imaginé au départ, et il fait valoir que le syndicat aurait dû être consulté plus tôt. M. Kingston affirme que la conception originale de l'examen aurait permis de mieux définir la vérification et de saisir des renseignements supplémentaires. En outre, il mentionne qu'une discussion approfondie avec la direction s'impose. M. Prince répond qu'il est prêt à rencontrer le syndicat afin de clarifier les paramètres. Mme Swan demande que MM. Prince et Everson rencontrent M. Kingston le plus tôt possible.

Suivi : Cameron Prince et Peter Everson rencontreront Bob Kingston afin de clarifier les paramètres de l'évaluation du SVC au niveau local. (Responsable : Direction générale des opérations)

3. Rapport Weatherill sur la listériose

Mme Swan signale que le rapport Weatherill a donné lieu à 57 recommandations, en plus des recommandations présentées par des comités parlementaires et des leçons tirées à l'interne, pour un total de 107 recommandations sur la crise de la listériose survenue en 2008. Elle mentionne qu'elle a demandé à Stephen Baker de se charger de l'organisation et de la coordination des travaux de l'ACIA concernant les recommandations.

M. Baker explique que les recommandations ont été analysées et groupées selon des thèmes. Ainsi, 22 projets ont été proposés par trois ministères et organismes. Ces projets représentent une somme de travail échelonnée sur deux ou trois ans. Le gouvernement a approuvé un financement sur trois ans qui sera disponible à compter de 2009-2010.

Personnel d'inspection (embauche)

M. Prince souligne que l'Agence a reçu du financement pour embaucher 30 inspecteurs des produits de viande prêts à manger pour l'exercice en cours. À ce jour, nous avons embauché 13 inspecteurs et le reste des postes sera doté d'ici la fin de l'année. Il précise que la majorité des personnes embauchées jusqu'à présent vient de répertoires de préqualification existants, qui sont maintenant pour la plupart épuisés. On est à établir de nouveaux répertoires au moyen d'un processus concurrentiel, et l'établissement de ces répertoires devrait être terminé dans les deux à quatre prochaines semaines. M. Prince explique que la majeure partie de ces 30 postes sera dotée à l'interne, principalement par des inspecteurs occupant des postes dans des abattoirs, qui seront ensuite pourvus par des remplaçants. M. Prince admet qu'il a été difficile de doter ces postes d'inspecteur, mais ajoute que l'ACIA fait tout le nécessaire pour respecter la date d'échéance.

M. Kingston se demande si l'ACIA sera en mesure de doter tous les postes qu'il faut d'ici l'été 2010. Il fait observer que le syndicat avait cru comprendre que l'ACIA s'était engagée à embaucher 120 nouveaux inspecteurs d'ici cette date, soit 70 inspecteurs pour les produits de viande prêts à manger et 50 inspecteurs pour répondre aux demandes supplémentaires relativement aux exigences de l'USDA.

Mme Swan précise que le seul chiffre confirmé à ce jour concerne les 70 inspecteurs affectés aux produits de viande prêts à manger qui seront recrutés au cours des trois prochaines années. Elle souligne que l'ACIA est consciente de la pression exercée sur le personnel d'inspection en raison des exigences de l'ACIA et que la situation actuelle est difficile. L'ACIA s'affaire à mettre les exigences en place graduellement et elle tentera d'obtenir de l'aide dès que possible.

M. Sicard signale qu'il faut six mois pour former entièrement les nouveaux inspecteurs et que ceux-ci ne seront peut-être pas efficaces pendant longtemps. Mme Swan fait état d'un financement réservé à la formation et reconnaît qu'il est difficile de former entièrement le personnel. Toutefois, l'ACIA tient à s'assurer que

les inspecteurs reçoivent la formation nécessaire pour exécuter leurs fonctions. M. Boudreau précise qu'à la suite de leur période de formation initiale, les inspecteurs peuvent être productifs et actifs, tout en apprenant sur le lieu de travail.

M. Willems signale que le délai requis pour doter un poste à l'aide du processus d'embauche externe vient compliquer la situation, et il suggère d'affecter quelques gestionnaires à temps plein à cette initiative. M. Boudreau répond que l'ACIA fera de l'embauche une priorité et que nous avons mis en place des mécanismes pour faciliter l'embauche, comme la mise sur pied d'équipes faisant appel aux RH et aux gestionnaires hiérarchiques qui, de façon concertée, s'emploient à accélérer la dotation externe et à mettre des outils au point aussi rapidement que possible. Mme Swan répond que l'ACIA simplifiera le processus autant que possible et invite le syndicat à présenter des suggestions ou des pratiques exemplaires. M. Kingston déclare que le syndicat admet qu'il y a des problèmes de capacité et fait état de la qualité du travail effectué.

M. Kingston se dit inquiet du ratio entre établissements et inspecteurs. Même si l'on a attaché une attention particulière à cette question, il semble que le problème ne soit toujours pas réglé, à voir les absences (postes vacants, maladie, congés). M. Prince avise que cet aspect sera examiné dans le cadre de l'évaluation du SVC.

M. Kingston mentionne également que des inspecteurs sont munis de téléavertisseurs au lieu de téléphones cellulaires dans certaines régions du pays. De nos jours, le téléphone est un outil essentiel à leur travail. M. Prince en est conscient et souligne que l'incidence sur les fonds disponibles devrait être examinée. On demande au syndicat de fournir des détails sur ce point.

Suivi : L'AFPC fournira des détails sur les régions où les inspecteurs n'ont pas de téléphone cellulaire.

Suivi : On invite le syndicat à présenter des suggestions et des pratiques exemplaires sur la façon de simplifier le processus de dotation.

Suivi : Lorsque l'examen du SVC sera terminé, la Direction générale des opérations réexaminera le nombre d'établissements attribués aux inspecteurs.

4. Remaniement de la Direction générale des sciences

D^{re} Dubuc fait un compte rendu du remaniement de la Direction générale des sciences. Elle explique aussi que la Direction générale intégrera ses activités selon les secteurs d'activité et que celle-ci a mis en place des processus pour faciliter l'harmonisation horizontale à l'échelle de l'Agence. Mme Dubuc mentionne que la Direction générale a reçu des commentaires positifs sur cette initiative. M. Kingston

fait observer qu'il s'agit d'une bonne initiative qui fonctionne bien dans de nombreuses parties du pays, et il encourage l'ACIA à faire en sorte que la même intégration et la même uniformité soient appliquées dans les forums du CPS et de SST. M. Kingston souligne que les employés de la Direction générale des sciences ne sont pas tous au courant du travail de leurs collègues dans d'autres régions. D^{re} Dubuc indique que le remaniement contribuera à créer ces liens, de même qu'un réseau de compétences qui viendra soutenir les employés, offrir des possibilités de mentorat et faciliter la planification de la relève.

5. Centre national de service à l'importation

M. Prince discute des changements imminents quant au Centre national de service à l'importation, alors que les activités des trois centres actuels (Vancouver, Montréal et Toronto) seront centralisées à Toronto et que les services seront offerts tous les jours 24 heures sur 24. On fait tout le nécessaire pour placer le personnel touché par ce changement, et l'ACIA s'engage à collaborer avec le syndicat pour assurer une transition harmonieuse.

M. Kingston fait observer que certaines questions ont été soulevées et que quelques-uns des messages étaient incohérents, en particulier au sujet des possibilités d'emploi pour les EG et de ce qui constitue une offre d'emploi raisonnable. Il souligne que même si l'immeuble à bureaux est bien, l'exploitation du centre jour et nuit est une source d'angoisse. Il suggère de faire appel au comité de SST afin d'évaluer les répercussions d'une exploitation 24 heures sur 24. Mme Workman signale qu'une réunion aura lieu bientôt pour débattre ces questions. M. Prince s'engage à examiner la question relative aux offres d'emploi raisonnables.

Suivi : Cameron Prince examinera la question des offres d'emploi raisonnables pour le personnel des centres de service à l'importation de Montréal et de Burnaby.

6. Classification

Mme Workman mentionne que l'AFPC et les RH se sont rencontrées en janvier 2010, comme elles s'étaient engagées à le faire à la dernière réunion du CNCPS, pour examiner le travail accompli dans le noyau de la fonction publique et déterminer si l'ACIA pourrait en faire de même. Le groupe, formé de représentants syndicaux, de membres de la direction et de spécialistes de la classification, est en train de définir la portée du projet, le cadre de référence et les résultats attendus. La prochaine réunion se tiendra le 2 mars 2010. La portée comprendra un examen de l'évolution des effectifs de l'ACIA. On s'attend à ce que le projet dure longtemps. M. Kingston fait savoir qu'il est optimiste à propos de cette initiative et il souligne que les bonnes personnes étaient présentes à la réunion.

7. Santé et sécurité au travail (SST)

Structure de gouvernance

Mme Workman mentionne que l'on s'affaire à élaborer un cadre pour le programme de SST à l'échelle du Canada. Le cadre établira une approche uniforme pour les comités de SST à tous les niveaux (local, régional, centre opérationnel, national). Le mandat, la fréquence des réunions et la composition des comités seront harmonisés.

À la réunion du Comité national d'orientation en matière de santé et de sécurité au travail qui a eu lieu le 26 janvier, un sous-groupe de travail a été créé en vue de faire progresser cette initiative. L'objectif visé est de présenter ce dossier au Sous-comité des ressources humaines (SCRH) et au Comité de la haute direction (CHD) afin d'obtenir leur approbation sur une nouvelle structure de gouvernance avant la fin de l'exercice financier.

M. Boudreau admet qu'il y a une nette amélioration dans ce dossier, mais rappelle qu'il est primordial que l'ACIA veille à ce que ses gestionnaires connaissent leurs obligations en vertu du *Code canadien du travail* (CCT). Mme Swan appuie ses propos et indique que l'ACIA doit s'assurer qu'il en est ainsi. M. Kingston est aussi d'accord avec cela.

Mme Workman signale que l'élaboration des modules d'apprentissage en ligne visant à informer les gestionnaires de l'ACIA de leurs obligations en vertu du CCT est en cours. Elle laisse entendre que les spécialistes des Services de santé et sécurité au travail de l'Agence souhaiteraient participer aux réunions de la direction pour faire ressortir le rôle de la direction. Mme Workman ajoute que les Services de SST de l'Agence demanderont aux Affaires publiques de les aider à trouver la meilleure façon de communiquer ces messages.

Services de santé

Mme Workman soulève aussi la question des services de santé à l'ACIA et indique que la Direction générale des ressources humaines (DGRH) présentera au SCRH une proposition accompagnée d'une estimation des coûts afin de trouver une solution pour remplacer les services qui étaient normalement fournis par Santé Canada. La solution proposée permettra à l'ACIA de poser des questions, d'établir des liens et de coordonner les activités. M. Kingston laisse entendre que si les gestionnaires reçoivent la formation appropriée, ce service ne devrait pas coûter plus cher, s'il est utilisé comme il faut. M. Boudreau ajoute que l'ACIA a maintenant l'occasion de réaliser des économies, car elle peut adapter le programme à ses besoins.

Suivi : Le projet de gouvernance en SST sera présenté au SCRH et au CHD aux fins d'approbation d'ici la fin de l'exercice.

Suivi : Les Services de SST de l'Agence collaboreront avec les Affaires publiques afin de mieux communiquer les messages sur les obligations des gestionnaires et des employés liées au CCT.

8. Compte rendu de la réunion de la DGRH et de l'AFPC (27 janvier)

M. Boudreau souligne que de nombreux points étaient à l'ordre du jour de cette réunion et que la DGRH et les dirigeants syndicaux ont convenu de se rencontrer de nouveau dans le cadre d'une séance d'une demi-journée pour examiner les priorités. Les deux parties sont conscientes qu'il y a un problème de capacité; c'est pourquoi il faut établir l'ordre des priorités.

Communication

M. Kingston relève que la question des mesures d'adaptation du lieu de travail et de présentation des griefs pose toujours un problème à l'échelon local où les gestionnaires ne sont pas suffisamment formés pour traiter les griefs aux premier et deuxième niveaux. On doit mieux faire passer le message sur la résolution des problèmes le plus tôt possible dans la procédure de règlement des griefs, et les gestionnaires devraient travailler avec les syndicats pour y parvenir. L'AFPC laisse entendre qu'il faudrait un changement de culture. M. Prince est d'accord avec ses propos et ajoute que l'approche actuelle et la formation existante ne donnent pas des solutions concrètes.

M. Boudreau fait valoir que la relation entre le syndicat et la direction a évolué et qu'elle n'est pas toujours conflictuelle. Les gestionnaires doivent admettre que nous avons en commun le souci de résoudre les problèmes. M. Boudreau mentionne aussi que nous avons l'occasion de procéder à un changement de culture au moyen d'une stratégie d'engagement auprès des gestionnaires afin de discuter des rapports entretenus avec les syndicats.

M. Sicard souligne que la prestation conjointe de la formation peut s'avérer un outil important pour amener un changement de culture. Mme Workman partage cet avis, mais rappelle à tous les participants le problème de capacité relativement au respect de toutes les exigences en matière de prestation de la formation.

Suivi : La DGRH et le syndicat se rencontreront pour établir l'ordre des priorités découlant de la réunion du 27 janvier 2010.

Suivi : La direction de l'ACIA étudiera la possibilité de recourir à une stratégie d'engagement auprès des gestionnaires pour discuter des relations entre le syndicat et la direction.

9. Le point sur les Jeux olympiques

M. Prince fait le point sur la participation de l'ACIA aux préparatifs des Jeux olympiques d'hiver 2010. La présence de l'ACIA a été remarquée et nous sommes fiers de la contribution de l'Agence, notamment à l'égard de l'exercice Gold qui a eu lieu en novembre 2009. Il s'agit d'une action gouvernementale de grande envergure, et le D^r Evans, à titre de responsable de l'ACIA au Comité olympique du sous-ministre, est félicité pour le rôle de l'ACIA jusqu'à présent. Notre priorité est le dédouanement à l'importation des marchandises et des produits alimentaires.

M. Kingston soulève la question de la participation de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) et de son influence sur notre rôle. On convient d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine réunion la tenue d'une discussion sur la relation entre l'ACIA et l'ASFC.

Suivi : La relation entre l'ACIA et l'ASFC fera l'objet d'une discussion à la prochaine réunion du CNCPS. Responsable : Cameron Prince

10. Date de la prochaine réunion

Il est convenu que la prochaine réunion du CNCPS se tiendra le 23 juin 2010, et que la rencontre entre la DGRH et le syndicat aura lieu la veille, soit le 22 juin.

Suivi : Mme Workman confirmera la date de la prochaine réunion du CNCPS et de celle de la DGRH et du syndicat.

10. Mot de la fin

M. Kingston conclut la réunion et souligne que la formation qui est en cours d'élaboration permettra d'apporter des améliorations. Il se dit également soucieux de renouer le dialogue à propos d'un processus informel de règlement des conflits. Mme Swan est du même avis et fait valoir qu'un tel mécanisme peut constituer un outil de changement de culture.

Mme Swan souligne que les réunions tenues la veille entre le syndicat et la DGRH ont été vraiment utiles et que la définition des questions d'importance nécessitant une communication rapide est une bonne idée. Elle fait ressortir la qualité des discussions qui ont eu lieu et rappelle que ces discussions nous permettent de nous améliorer.

M. Boudreau précise les deux aspects que la direction et l'AFPC devront communiquer rapidement à leur réseau :

- 1. importance de nouer le dialogue avec les syndicats à tous les niveaux de l'organisation;**

2. rappel aux gestionnaires de leurs responsabilités en matière de SST.

Suivi : Le syndicat et la direction doivent s'engager à communiquer rapidement l'importance de nouer le dialogue avec les syndicats et de rappeler aux gestionnaires leurs responsabilités en matière de SST.

Copie originale signée par :

Copie originale signée par :

M. Bob Kingston
Président national, Syndicat de l'agriculture
Alliance de la fonction publique du Canada

Mme Carole Swan
Président
Agence canadienne d'inspection
des aliments

Date : _____

Date : _____

SGDDI n° 2324970